

Les élections sont passées et les plans dits sociaux reprennent, à peine gênés par les déclarations martiales **d'un gouvernement qui semble ne plus être qu'un Etat-ambulance quand il faudrait un Etat politique, actif, voire directif, capable de s'imposer aux féodalités financières et économiques** : en fait, nous sommes bien loin de la formule célèbre du général de Gaulle qui considérait que la politique de la France ne se faisait pas à la Corbeille, et qui fixait le cap pour la France sans avoir besoin d'étatiser l'économie. En cela, il pratiquait une politique que n'aurait pas renié un La Tour du Pin, ce royaliste social soucieux d'une forme d'« économie d'entente » qui ne laisse pas les puissances patronales s'émanciper de leurs devoirs sociaux. Mais **aujourd'hui l'Etat est faible quand les féodalités sont fortes et arrogantes, fixant leur calendrier selon le temps des actionnaires et non selon les intérêts des travailleurs**, simples rouages productifs d'une Machine-Marché qui les dépasse et, plus certainement encore, les méprise.



C'est aujourd'hui Belfort qui est témoin de cette suffisance d'une multinationale, en l'occurrence General Electric, celle-là même qui a mis la main sur la branche énergie d'Alstom en promettant des créations d'emplois auxquelles le gouvernement socialiste de l'époque fit semblant de croire mais qui ne vinrent jamais en réalité : « **les promesses n'engagent que ceux qui y croient** », disait Charles Pasqua, et ce qu'il formulait pour les élections s'avère tout aussi vrai pour les affaires économiques. Toujours est-il que désormais mille emplois directs sont condamnés et que c'est toute une ville qui est concernée et blessée, encore une fois : ce mouvement entamé à la fin des années 1970 semble sans fin, et rien ne semble pouvoir tenir tête à ce rouleau compresseur de la mondialisation qui déshabille Paul en France pour rhabiller (souvent moins bien encore) Pierre dans des pays aux faibles coûts salariaux, et qui, en définitive, profite toujours plus aux détenteurs du capital et des actions qu'aux ouvriers.

Dans cette nouvelle affaire, il est néanmoins un élément qui frappe l'observateur, c'est **la discrétion des médias**

qui n'y consacrent que quelques lignes et quelques minutes vite oubliées, et les découpes de presse sur ce dossier tiennent peu de place sur le bureau, comme si, déjà entendue, la cause ne valait pas plus qu'un grand article en pages intérieures, même pas annoncé en couverture.

Cette indifférence à ce nouveau drame social est fort révélatrice de cette accoutumance aux mauvais us et coutumes de notre modèle économique dominant et mondialisé

, et elle n'a rien de rassurant ! Et si, par malheur et dans un moment de dépit fort compréhensible, des ouvriers brisent quelques vitres et séquestrent quelques dirigeants indéliçables, ils seront dénoncés comme d'odieux factieux qui méritent bien ce qui leur arrive ! Le cynisme de cette République si peu sociale (à rebours des souhaits d'un de Gaulle, si marqué par le catholicisme social qu'il rêva d'en faire une politique sous le nom de « participation ») me navre et m'encolère, mais elle ne me surprend plus. Mais doit-on se contenter de ces sentiments-là, de ces poings serrés de rage et de ces jurons lancés à la face de multinationales qui s'en moquent bien ?



La réponse à ces drames sociaux mille fois renouvelés est politique, éminemment politique ! Il faut en finir avec ce fatalisme d'Etat et renouer avec une volonté politique qui sache poser et imposer, par la décision rigoureuse mais réfléchie, par une stratégie de politique économique qui place les hommes et leur travail avant les seuls profits des actionnaires ou des dirigeants d'entreprise. **Il ne s'agit pas de faire du socialisme mais d'être « social »**. Et l'Etat a, depuis les Capétiens, un devoir qui est de

protéger ses sujets qui ne sont pas des objets jetables

: s'il doit le faire sur le plan de la sécurité civile et nationale, il doit aussi l'assumer sur le plan social. C'est

un devoir régalien, et à celui-ci, il faut un pouvoir régalien véritable

: en France, malgré Clemenceau ou de Gaulle,

régalien signifie royal

, rien de plus mais rien de moins...

